

## LES TELEGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

## France

Nîmes, 15 janvier.

Avant de mourir, M. de Persigny a reçu une lettre de l'ex-empereur. M. de Persigny attendait mercredi prochain, venant d'Egypte.

Saint-Nazaire, 15 janvier, soir.

Le paquebot *ville de Brast*, de la compagnie générale transatlantique, destiné à la ligne de Panama à Valparaiso, vient de subir ses essais officiels. Malgré un temps défavorable, le paquebot a atteint une vitesse moyenne de 14 nœuds 3 dixièmes. Il doit partir le 21 janvier pour Valparaiso.

## Angleterre

Londres, 15 janvier, matin.

A la suite de l'augmentation rapide de ses fonctions, le conseil des porteurs de bons étrangers s'est déterminé à former, à Londres, une association des porteurs de bons, au capital de 100,000 liv. sterling.

L'agent du comité des porteurs anglais des bons espagnols, à Madrid, vient de publier une lettre où il constate que le comité formé à Madrid pour protester contre l'impôt sur la dette intérieure, a présenté aux Cortès une adresse où il proteste aussi contre le désordre national qui résulterait d'un impôt sur la dette extérieure; mais cet agent regrette que le comité de Madrid n'ait pas une influence aussi grande qu'il serait à désirer.

## Espagne

Madrid, 15 janvier, soir.

Hier soir, à la suite d'une réunion des ministres unionistes, tous y assistaient, à l'exception de M. Rios Rosas, n'ayant pu y assister, la décision prise dans la réunion du Sénat serait maintenue, les circonstances n'ayant pas changé, et M. Sagasta, avec le cabinet dont il est le chef, n'ayant pas démenti la confiance qu'ils inspirent alors aux conservateurs. Le ministère demeurera donc tel qu'il est actuellement.

On assure qu'une circulaire relative au maintien de l'ordre public paraîtra demain; cette circulaire sera nettement accentuée dans un sens politique peu favorable aux radicaux.

Les députés sont convoqués pour le 21 janvier, à une réunion préparatoire, dans laquelle sera décidée la candidature pour la présidence du congrès.

Le bruit d'après lequel le candidat désigné serait M. Rios Rosas est dénué de fondement.

## Italie

Rome, 15 janvier.

Les nominations de quelques nouveaux gouverneurs civils ont été décidées à l'unanimité du conseil des ministres. Ces nominations seront publiées dans la *Gazette officielle* de demain, en même temps que la circulaire de M. Sagasta. Tous les membres du conseil des ministres sont tombés d'accord pour maintenir le comte de Balmaceda au poste de capitaine général de Cuba.

Le gouvernement a reçu de cette île les nouvelles les plus satisfaisantes.

Le roi n'ouvrira pas en personne les Cortès. La session sera ouverte par le ministère.

## Autriche

Vienne, 15 janvier.

Le *Journal officiel* de ce matin contient de très rassurantes nouvelles sur la situation de l'Algérie.

La province d'Alger est, presque tout entière, rendue au calme. Dans l'extrême sud, les nomades font paître leurs troupeaux sous la protection d'une ligne de vedettes. Partout les impôts rentrent régulièrement; et, grâce aux avances de grains effectuées par les communes subdivisionnaires, les tribus éprouvées pourront reprendre leurs travaux de culture au retour du beau temps.

Dans la province d'Oran, le Tell et la frontière du Maroc sont tranquilles. Quant aux tribus sahariennes, elles restent exposées à un retour offensif des débris des bandes rebelles de Caddour ben Hamza et de Si Lala; mais la grave éclipse que ces derniers viennent d'éprouver les rend pour longtemps impuissantes à nous créer de sérieux embarras.

La pacification se consolide chaque jour dans la province de Constantine. Les tribus obéissent sans résistance aux réquisitions de nos troupes, lancées à la poursuite des derniers rebelles. On croit ceux-ci réfugiés aux environs de l'oasis d'Ouargla. Il est très probable qu'à l'approche de nos soldats, ils se jetteront en Tunisie ou s'enfonceront dans le désert.

## Autriche

Vienne, 15 janvier.

Nous lisons dans une correspondance autrichienne :

« Un bruit assez répandu attribue au comte Andrassy l'intention de supprimer le *Livre rouge*. « Il n'en restera, aurait-il dit, plus que la couverture. » Une des raisons alléguées pour cette mesure serait, en particulier, le danger d'interpellations désagréables, de la part des gouvernements étrangers, auxquelles la publication des documents diplomatiques expose le gouvernement autrichien. Le comte Andrassy aurait l'intention de restreindre la trop grande publicité donnée par le comte de Beust à la diplomatie autrichienne, et de l'entretenir avec ses agents que des rapports confidentiels. »

## Autriche

Vienne, 15 janvier.

Dans le procès de M. Labrie, la cour d'appel a confirmé la sentence du tribunal correctionnel, mais elle a réduit la durée de l'emprisonnement.

## Autriche

Vienne, 15 janvier.

Le comte de Wimpfen, le nouvel ambassadeur d'Autriche près du roi d'Italie, est attendu ici le 17 de ce mois.

## Autriche

Vienne, 15 janvier.

Le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche près le gouvernement français, est attendu ici prochainement.

## Autriche

Vienne, 15 janvier.

Les commissions militaires chargées d'examiner les dossiers des insurgés prisonniers fonctionnent activement; chaque jour, de nombreuses mises en liberté sont ordonnées. Les prisonniers sont divisés par les commissions en trois catégories :

1<sup>o</sup> Les individus qui n'étaient revêtus d'aucun grade et qui ne sont accusés d'aucun délit ou crime de droit commun, sont remis successivement en liberté.

2<sup>o</sup> Les sous-officiers qui se trouvent dans les mêmes conditions, sont remis en liberté, mais placés sous la surveillance de la police.

3<sup>o</sup> Les officiers et les autres prisonniers, prévenus de crimes ou délits de droit commun, sont renvoyés devant les conseils de guerre.

On assure que les commissions militaires et les conseils de guerre auront prononcé dans deux ou trois mois, sur le sort de tous les prisonniers.

C'est demain que M. Bérenger doit déposer son rapport relatif à l'organisation de la magistrature.

La commission chargée d'examiner la proposition relative aux mesures à prendre contre les agissements de l'Internationale s'est réunie aujourd'hui. Elle se prononce à une grande majorité contre le principe de neutralité déclinée, au nom duquel ses défenseurs voudraient sauver l'association politique elle-même.

Un service funèbre à la mémoire de Henri Regnault, tué à Buzenval, sera célébré le vendredi 19 janvier, à dix heures précises du matin, dans l'église Saint-Augustin.

PARIS, LUNDI 15 JANVIER 1872

## LA JOURNÉE POLITIQUE

Il paraît, cette fois, très sérieusement avéré que MM. de Broglie, de Goulard et Ernest Picard quittent Versailles et vont rejoindre leurs postes à l'étranger.

La présence de ces messieurs à l'Assemblée et leurs menées en sens inverse étaient devenues un véritable scandale.

Nous avons regretté que le gouvernement composé d'éléments si hétérogènes notre représentation diplomatique, sans toutefois lui contester l'absolue liberté de ses choix, et en conseillant à ceux qui voulaient en faire le sujet d'une interpellation parlementaire, d'attendre que la conduite de quelques-uns des élus donnât un corps à la critique, aux récriminations.

Mais, si la tardive satisfaction qui est de nouveau promise à l'opinion publique ne se réalisait pas; si nos ambassadeurs, à Londres, à Rome, à Bruxelles, continuaient à travailler, dans les commissions de Versailles, aux affaires de leurs partis respectifs, au lieu d'aller travailler en Angleterre, en Italie, en Belgique, à la restauration du prestige de la France, nous serions forcés de sortir de notre réserve, et alors, peut-être, au lieu de demander le renvoi de MM. de Broglie, de Goulard et Picard à leurs postes, ferions-nous valoir les graves raisons qui devaient empêcher le gouvernement de les assembler dans l'honneur et les devoirs des mêmes fonctions.

Le *Journal officiel* de ce matin contient de très rassurantes nouvelles sur la situation de l'Algérie.

La province d'Alger est, presque tout entière, rendue au calme. Dans l'extrême sud, les nomades font paître leurs troupeaux sous la protection d'une ligne de vedettes. Partout les impôts rentrent régulièrement; et, grâce aux avances de grains effectuées par les communes subdivisionnaires, les tribus éprouvées pourront reprendre leurs travaux de culture au retour du beau temps.

Dans la province d'Oran, le Tell et la frontière du Maroc sont tranquilles. Quant aux tribus sahariennes, elles restent exposées à un retour offensif des débris des bandes rebelles de Caddour ben Hamza et de Si Lala; mais la grave éclipse que ces derniers viennent d'éprouver les rend pour longtemps impuissantes à nous créer de sérieux embarras.

La pacification se consolide chaque jour dans la province de Constantine. Les tribus obéissent sans résistance aux réquisitions de nos troupes, lancées à la poursuite des derniers rebelles. On croit ceux-ci réfugiés aux environs de l'oasis d'Ouargla. Il est très probable qu'à l'approche de nos soldats, ils se jetteront en Tunisie ou s'enfonceront dans le désert.

Nous lisons dans une correspondance autrichienne :

« Un bruit assez répandu attribue au comte Andrassy l'intention de supprimer le *Livre rouge*. « Il n'en restera, aurait-il dit, plus que la couverture. » Une des raisons alléguées pour cette mesure serait, en particulier, le danger d'interpellations désagréables, de la part des gouvernements étrangers, auxquelles la publication des documents diplomatiques expose le gouvernement autrichien. Le comte Andrassy aurait l'intention de restreindre la trop grande publicité donnée par le comte de Beust à la diplomatie autrichienne, et de l'entretenir avec ses agents que des rapports confidentiels. »

Le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche près le gouvernement français, est attendu ici prochainement.

Les commissions militaires chargées d'examiner les dossiers des insurgés prisonniers fonctionnent activement; chaque jour, de nombreuses mises en liberté sont ordonnées. Les prisonniers sont divisés par les commissions en trois catégories :

1<sup>o</sup> Les individus qui n'étaient revêtus d'aucun grade et qui ne sont accusés d'aucun délit ou crime de droit commun, sont remis successivement en liberté.

2<sup>o</sup> Les sous-officiers qui se trouvent dans les mêmes conditions, sont remis en liberté, mais placés sous la surveillance de la police.

3<sup>o</sup> Les officiers et les autres prisonniers, prévenus de crimes ou délits de droit commun, sont renvoyés devant les conseils de guerre.

On assure que les commissions militaires et les conseils de guerre auront prononcé dans deux ou trois mois, sur le sort de tous les prisonniers.

C'est demain que M. Bérenger doit déposer son rapport relatif à l'organisation de la magistrature.

La commission chargée d'examiner la proposition relative aux mesures à prendre contre les agissements de l'Internationale s'est réunie aujourd'hui. Elle se prononce à une grande majorité contre le principe de neutralité déclinée, au nom duquel ses défenseurs voudraient sauver l'association politique elle-même.

Un service funèbre à la mémoire de Henri Regnault, tué à Buzenval, sera célébré le vendredi 19 janvier, à dix heures précises du matin, dans l'église Saint-Augustin.

Le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche près le gouvernement français, est attendu ici prochainement.

Les commissions militaires chargées d'examiner les dossiers des insurgés prisonniers fonctionnent activement; chaque jour, de nombreuses mises en liberté sont ordonnées. Les prisonniers sont divisés par les commissions en trois catégories :

1<sup>o</sup> Les individus qui n'étaient revêtus d'aucun grade et qui ne sont accusés d'aucun délit ou crime de droit commun, sont remis successivement en liberté.

2<sup>o</sup> Les sous-officiers qui se trouvent dans les mêmes conditions, sont remis en liberté, mais placés sous la surveillance de la police.

3<sup>o</sup> Les officiers et les autres prisonniers, prévenus de crimes ou délits de droit commun, sont renvoyés devant les conseils de guerre.

On assure que les commissions militaires et les conseils de guerre auront prononcé dans deux ou trois mois, sur le sort de tous les prisonniers.

C'est demain que M. Bérenger doit déposer son rapport relatif à l'organisation de la magistrature.

La commission chargée d'examiner la proposition relative aux mesures à prendre contre les agissements de l'Internationale s'est réunie aujourd'hui. Elle se prononce à une grande majorité contre le principe de neutralité déclinée, au nom duquel ses défenseurs voudraient sauver l'association politique elle-même.

Un service funèbre à la mémoire de Henri Regnault, tué à Buzenval, sera célébré le vendredi 19 janvier, à dix heures précises du matin, dans l'église Saint-Augustin.

Le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche près le gouvernement français, est attendu ici prochainement.

Les commissions militaires chargées d'examiner les dossiers des insurgés prisonniers fonctionnent activement; chaque jour, de nombreuses mises en liberté sont ordonnées. Les prisonniers sont divisés par les commissions en trois catégories :

1<sup>o</sup> Les individus qui n'étaient revêtus d'aucun grade et qui ne sont accusés d'aucun délit ou crime de droit commun, sont remis successivement en liberté.

2<sup>o</sup> Les sous-officiers qui se trouvent dans les mêmes conditions, sont remis en liberté, mais placés sous la surveillance de la police.

3<sup>o</sup> Les officiers et les autres prisonniers, prévenus de crimes ou délits de droit commun, sont renvoyés devant les conseils de guerre.

On assure que les commissions militaires et les conseils de guerre auront prononcé dans deux ou trois mois, sur le sort de tous les prisonniers.

C'est demain que M. Bérenger doit déposer son rapport relatif à l'organisation de la magistrature.

La commission chargée d'examiner la proposition relative aux mesures à prendre contre les agissements de l'Internationale s'est réunie aujourd'hui. Elle se prononce à une grande majorité contre le principe de neutralité déclinée, au nom duquel ses défenseurs voudraient sauver l'association politique elle-même.

La suppression complète du *Livre Rouge* nous paraît absolument impossible.

Qu'un gouvernement refuse aux Chambres la communication des instructions qu'il adresse à ses agents à l'étranger, c'est tout naturel; mais qu'il se dispense de la publication des notes qu'il échange avec les divers gouvernements, c'est inadmissible. Il faut bien que les Parlements soient mis à même de juger la politique extérieure de leur pays, dont les notes sont la principale, la plus fréquente manifestation.

Si l'on en juge par le projet de budget de 1872, concernant le ministère de la guerre, et par les sommes énormes qui doivent être mises à la disposition du ministre chargé de ce département, on est en droit d'attendre des améliorations bien importantes opérées dans le matériel de la guerre. On nous affirme même que, pour les rendre complètes, il serait question d'avoir recours à des crédits supplémentaires.

Nous ne sommes pas de ceux qui cherchent jamais à arrêter le gouvernement dans la voie des sacrifices, lorsqu'il s'agit d'améliorations véritables à apporter dans notre matériel de guerre. Nous considérons que les meilleures économies sont certainement les dépenses intelligemment faites.

Mais est-ce bien là le cas dans lequel nous nous trouvons, et doit-on laisser au ministre de la guerre toute latitude à cet égard ?

On change les uniformes; c'est dispendieux et jusqu'à un certain point inutile. La n'est pas, certes, l'amélioration la plus urgente à faire par ce temps de dettes effroyables. On remanie l'armement de l'infanterie. Nous attendrions pour donner notre opinion à ce sujet que nous ayons des renseignements précis. Nous parlerons seulement, en ce moment, du matériel d'artillerie, et nous craignons bien de ne dire que trop vrai en prétendant que nous restons en retard dans la routine du passé. Le général Suzanne aurait-il affirmé à M. Thiers, comme on nous l'assure, que le canon de 4, actuellement en usage, est une bonne pièce, et qu'en y apportant quelques modifications, on doit continuer à s'en servir ? Nous avons pu nous procurer, par nos anciennes relations de camaraderie dans la marine, le résultat des expériences comparatives faites dernièrement au polygone de Givres (près de Lorient) :

1<sup>o</sup> Sur un canon prussien en acier, de 4 de campagne, se chargeant par la culasse et fabriqué à Augsbourg en 1863 ;

2<sup>o</sup> Sur un canon français en acier, de 4 de campagne, se chargeant par la culasse, proposé dernièrement par M. Martin, fondeur à Sireuil (Charente) ;

3<sup>o</sup> Sur un canon en bronze, de 7, tubé en acier, se chargeant par la culasse, système Reffé.

Nous avons réuni en un tableau comparatif tracé ci-dessous, le résultat des expériences qui viennent d'être faites à Givres sur ces trois pièces, et nous l'avons complété en y ajoutant d'après l'aide-mémoire des officiers d'artillerie, les résultats fournis par les canons de 4 et de 12 rayés, actuellement en usage dans notre artillerie.

Nous devons faire observer néanmoins que les essais des diverses pièces n'ont pas été faits avec la même poudre, et que la différence des poudres employées a dû affecter les portées et les écarts longitudinaux, sans rien produire toutefois sur les écarts latéraux.

Sous les réserves ci-dessus, il sera possible d'apprécier, d'après les chiffres que nous fournissons, si le général Suzanne est

bien en droit de vanter nos pièces actuelles.

Résultat des expériences de tir de diverses pièces tirées sous un angle de 10 degrés.

Si ce tableau passe sous les yeux du président de la République, qui s'occupe tout spécialement de la question de réorganisation militaire, peut-être le chef du pouvoir exécutif réfléchira-t-il avant de s'en tenir aux errements du passé. Les chiffres sont plus éloquents que toutes les théories possibles faites par les hommes même les plus autorisés, — le général Suzanne est de ce nombre — et ceux que nous venons d'exposer sont le résultat d'expériences sérieuses. Nous les livrons aux méditations des personnes compétentes.

LEONCE DÉTROUAT.

LA FIN DES RÉVOLUTIONS

Le post-scriptum de M. Emile de Girardin, à la quatrième lettre d'un logicien, publié dans la *Liberté* du 14 janvier, sous ce titre : *L'Égalité devant le scrutin*, a provoqué un mouvement d'opinion considérable dans la presse parisienne. Comme on devait s'y attendre, les journaux républicains l'ont reproduit comme une adhésion ; d'autre part, les journaux de la monarchie héritaire ont attaqué avec plus d'ardeur que de logique ce système de l'élection qui, dans la pensée de M. Emile de Girardin, « se prête élastiquement, périodiquement » à toutes les exigences du sentiment démocratique.

La *Gazette de France*, ex-journal de l'appel au peuple, journal *in petto* de la fusion, ne trouve à opposer à ces arguments que la vieille théorie de l'omnipotence absolue des majorités.

L'oppression des minorités par la monarchie héritaire, dans un pays où l'opinion républicaine est assez forte pour réprimer un tiers des suffrages dans l'Assemblée élective, assez audacieuse pour s'emparer tous les vingt ans du pouvoir, conduit fatalement aux cataclysmes, aux révolutions.

L'élection, véritable soupe de sûreté, tient les partis en haleine, ajourne leurs prétentions, donne un aliment à leur activité, réduit à l'impuissance les irréconciliables, tandis que nos Rentes ont toutes les peines du monde à maintenir leurs prix, si dépréciés qu'ils soient.

On conserve une bonne tenue sur l'Autrichien, qui est recherché comme valeur de change. Sur le marché libre les nouvelles actions fusion Banque des Pays-Bas et Banque de Paris sont toujours demandées et la prime augmente chaque jour.

Trois heures. — Cours fermes. 3 0/0, 56 30; l'Emprunt, 91 27 1/2; l'Italien est à 68 40, avec 25 centimes de report.

L. DU BOURGNEUF.

CHANGES

Change sur Londres : 25,57 1/2 Prime, or : 10 1/2 Prime, argent : 9 1/2

VILLE DE PARIS

Tirage des obligations de l'emprunt 1869

Aujourd'hui, à neuf heures précises du matin, a eu lieu à l'hôtel de ville, salle Saint-Jean, le 11<sup>e</sup> tirage trimestriel des obligations de la Ville pour l'amortissement de l'emprunt 1869, en vertu de la loi du 18 avril 1869. A ce tirage, il a été extrait de la roue 5,336 numéros d'obligations, dont les quinze premiers avaient droit aux 250,000 francs de lots.

Voici les numéros privilégiés dans leur ordre de sortie :

ORDRE NUMÉROS MONTANT

DE SORTIE SORTIS DES PRIMES

1<sup>er</sup> 208,230 200,000

2<sup>e</sup> 463,454 10,000

3<sup>e</sup> 62,954 10,000

4<sup>e</sup> 574,323 10,000

5<sup>e</sup> 157,878 10,000

6<sup>e</sup> 487,898 1,000

7<sup>e</sup> 105,202 1,000

8<sup>e</sup> 681,712 1,000

9<sup>e</sup> 235,237 1,000

10<sup>e</sup> 330,312 1,000

11<sup>e</sup> 135,500 6

12<sup>e</sup> 673,309 1,000

13<sup>e</sup> 161,813 1,000

14<sup>e</sup> 314,851 1,000

15<sup>e</sup> 51,320 1,000

Total 250,000

Il a été ensuite extrait de la roue les numéros de 5,351 obligations remboursables à 100 francs.

bien en droit de vanter nos pièces actuelles.

Résultat des expériences de tir de diverses pièces tirées sous un angle de 10 degrés.

Si ce tableau passe sous les yeux du président de la République, qui s'occupe tout spécialement de la question de réorganisation militaire, peut-être le chef du pouvoir exécutif réfléchira-t-il avant de s'en tenir aux errements du passé. Les chiffres sont plus éloquents que toutes les théories possibles faites par les hommes même les plus autorisés, — le général Suzanne est de ce nombre — et ceux que nous venons d'exposer sont le résultat d'expériences sérieuses. Nous les livrons aux méditations des personnes compétentes.

LEONCE DÉTROUAT.

LA FIN DES RÉVOLUTIONS

Le post-scriptum de M. Emile de Girardin, à la quatrième lettre d'un logicien, publié dans la *Liberté* du 14 janvier, sous ce titre : *L'Égalité devant le scrutin*, a provoqué un mouvement d'opinion considérable dans la presse parisienne. Comme on devait s'y attendre, les journaux républicains l'ont reproduit comme une adhésion ; d'autre part, les journaux de la monarchie héritaire ont attaqué avec plus d'ardeur que de logique ce système de l'élection qui, dans la pensée de M. Emile de Girardin, « se prête élastiquement, périodiquement » à toutes les exigences du sentiment démocratique.

La *Gazette de France*, ex-journal de l'appel au peuple, journal *in petto* de la fusion, ne trouve à opposer à ces arguments que la vieille théorie de l'omnipotence absolue des majorités.

L'oppression des minorités par la monarchie héritaire, dans un pays où l'opinion républicaine est assez forte pour réprimer un tiers des suffrages dans l'Assemblée élective, assez audacieuse pour s'emparer tous les vingt ans du pouvoir, conduit fatalement aux cataclysmes, aux révolutions.

L'élection, véritable soupe de sûreté, tient les partis en haleine, ajourne leurs prétentions, donne un aliment à leur activité, réduit à l'impuissance les irréconciliables, tandis que nos Rentes ont toutes les peines du monde à maintenir leurs prix, si dépréciés qu'ils soient.

On conserve une bonne tenue sur l'Autrichien, qui est recherché comme valeur de change. Sur le marché libre les nouvelles actions fusion Banque des Pays-Bas et Banque de Paris sont toujours demandées et la prime augmente chaque jour.

Trois heures. — Cours fermes. 3 0/0, 56 30; l'Emprunt, 91 27 1/2; l'Italien est à 68 40, avec 25 centimes de report.

L. DU BOURGNEUF.

CHANGES

Change sur Londres : 25,57 1/2 Prime, or : 10 1/2 Prime, argent : 9 1/2

VILLE DE PARIS

Tirage des obligations de l'emprunt 1869

Aujourd'hui, à neuf heures précises du matin, a eu lieu à l'hôtel de ville, salle Saint-Jean, le 11<sup>e</sup> tirage trimestriel des obligations de la Ville pour l'amortissement de l'emprunt 1869, en vertu de la loi du 18 avril 1869. A ce tirage, il a été extrait de la roue 5,336 numéros d'obligations, dont les quinze premiers avaient droit aux 250,000 francs de lots.

Voici les numéros privilégiés dans leur ordre de sortie :

ORDRE NUMÉROS MONTANT

DE SORTIE SORTIS DES PRIMES



tion de ce qui se fait dans les Compagnies de chemins de fer.

On est donc la nécessité de rembourser la Banque dans un court délai?

Est-ce, comme on le prétend, pour reprendre le paiement des billets en espèces? Mais nous considérons, comme une grande faute d'opérer la reprise de ces paiements avant que l'on ait achevé de payer l'indemnité de guerre aux Prussiens.

Nous ne nous sommes point trompés dans l'appréciation des causes de la crise monétaire.

Nous n'avons pas hésité à déclarer que cette crise n'était ni profonde, ni même sérieuse, et qu'elle finirait en même temps que l'opération qui l'avait engendrée; toutes nos prévisions se sont réalisées.

Cette crise monétaire a disparu et le niveau s'est presque entièrement rétabli aujourd'hui entre la valeur du billet de Banque et celle de l'or.

Il dépendrait de la Banque de faire disparaître complètement toute différence.

Le moindre effort suffirait pour obtenir ce résultat. Il n'y a plus lieu de s'occuper de cette question.

Le cours forcé a donc cessé de présenter les inconvénients qu'on lui attribuait à tort.

À ce sujet, si nous avions un avis à donner sur le mode de présentation des comptes de l'Etat avec la Banque, nous conseillerions une modification qui ferait apparaître la situation sous un jour plus vrai.

Pourquoi distinguerait-on dans les situations hebdomadaires de la Banque le crédit du Trésor de son débit, et pourquoi ne déduirait-on pas, par exemple, du débit tel qu'il se présentait au 11 janvier

1,183,937,500

le montant du compte-courant du Trésor à la même époque, soit,

118,864,186

Ce qui réduirait le véritable débit du Trésor, à 1,065,073,314.

Ce serait, alors, ce solde qui varierait, dans les limites des crédits accordés par cet établissement au Trésor.

Cette manière de procéder serait plus régulière, plus conforme à la réalité, en même temps que, pour cette année, elle constituerait de la part du Trésor un remboursement effectif à la Banque de la somme de 118 millions, qui est particulièrement faible en ce moment; car le compte-courant du Trésor s'élève ordinairement à près de 300 millions.

Ce remboursement qui permettrait d'arriver plus facilement à combler la lacune du budget de 1872, donnerait quelque répit pour réfléchir au moyen d'équilibrer les budgets futurs; mais si l'Assemblée était mise en demeure de se prononcer immédiatement sur les voies et moyens qui lui sont réclamés, nous n'hésiterions pas à préférer des centimes additionnels aux quatre contributions directes; à la création des impôts qui sont en discussion et dont l'établissement aurait, selon nous, les conséquences les plus graves, les plus funestes, sur le sort de notre industrie.

Cette considération vaut bien une dépense de deux millions pour la confection des nouveaux rôles.

L. DU BOURGNEUF.

## La Crise des Transports

Les généraux commandant les corps d'armée, les divisions et subdivisions, ainsi que les intendants et les chefs de corps, ont reçu du ministre de la guerre la circulaire suivante:

Messieurs, Afin de conjurer, autant que possible, la crise qui s'est produite dans le service des transports par chemin de fer, je vous invite à prendre de concert toutes les mesures qu'il y aura lieu pour faire effectuer, soit à l'aide de corvées militaires, soit par tout autre moyen, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée en gare, le déchargement des wagons et l'enlèvement des sacs désemplés, du matériel ou des denrées appartenant à l'administration de la guerre.

Vous voudrez bien reconnaître que, indépendamment des frais résultant du stationnement ou de l'immobilisation des wagons, il y a toujours avantage, même dans les circonstances ordinaires, et à plus forte raison en ce moment, à faire procéder à ces opérations avec la plus grande célérité.

Recevez, etc. Le ministre de la guerre, Général de Cissey.

## REVUE DRAMATIQUE

THÉÂTRE DE LA GAITÉ. — Matinées littéraires de M. Ballande.

Hier dimanche, à une heure de l'après-midi, la température était douce, et le ciel, dégagé des sombres nuées du matin, invitait à la promenade. Cependant une foule pressée s'enfonçait dans la vaste salle de la Gaité, et bientôt l'empilement de bas en haut. A une heure et demie, il ne restait plus une seule place pour les retardataires.

Quel attrait y avait-il donc? L'attrait d'une des matinées organisées et renouvelées avec une si louable persévérance par M. Ballande, l'artiste professeur, un homme doué de cette bonne volonté qui fait les apôtres de l'art, de cette foi qui attire, qui crée un public. On ne croyait guère au succès de ces matinées littéraires et dramatiques. Aujourd'hui encore, ce n'est pas sans surprise que l'on voit cette foule envahir, en plein jour, le théâtre; lui seul, M. Ballande, n'en est point étonné. Il a eu pourtant des obstacles à vaincre; mais son effort constant a triomphé de tout, parce qu'il avait tout prévu. Le mérite et l'honneur de l'idée lui reviennent en entier, mais les résultats se répandent sur un nombre déjà grand de jeunes artistes qui, grâce à lui, se sont signalés. Les uns ont trouvé là ce qu'ils aiguisaient vainement attendus des auteurs et des directeurs qui veulent des talents exercés ou démontrés; ils ont trouvé la bienheureuse occasion de faire leurs preuves et d'obtenir des engagements, dont quatre à la Comédie-Française. Pour le public, ce n'est pas seulement un avertissement, c'est encore un cours de littérature dramatique; car une conférence précède la représentation, initiant le spectateur aux beautés de l'œuvre qu'il vient voir, aux conditions dans lesquelles elle s'est produite, à la portée qu'elle a

Hier dimanche, 14 janvier, a eu lieu l'inauguration de l'ouverture des cours de l'École libre des sciences politiques.

Ont successivement pris la parole MM. Edouard André, président du comité, Hippolyte Passy, ancien ministre des finances, président de la séance, Taine, Edouard Laboulaye et Emile Boutmy, le fondateur de cet enseignement, auquel ne saurait manquer l'appui de toute la presse parisienne qui veut l'ordre par la liberté, la stabilité par le progrès et notre régénération nationale par la jeunesse studieuse.

## REVUE DES JOURNAUX

Le Temps recherche les causes du mouvement d'opinion qui s'est récemment produit dans le centre droit et s'est traduit d'abord par des déclarations de bonne volonté, puis par des offres d'alliance avec le centre gauche, sur le terrain d'une République pratique et conservatrice.

Selon notre confrère, ce mouvement est dû au dissentiment qui a coupé en deux le parti monarchique (c'est de l'histoire du droit blanc qu'il s'agit), rejetant à l'extrême droite ceux qui subordonnent la cause de la patrie à celle de la légitimité, et ramenant, par un contre-coup naturel, vers le côté opposé ceux qui mettent les intérêts du pays au-dessus de tout le reste.

La conséquence de cette division, que des circonstances récentes n'ont fait qu'aggraver, a été de laisser le centre droit sans politique et sans drapeau. Conservant ses préférences théoriques et ses attachements personnels au sujet de la monarchie, il n'a pu s'empêcher de reconnaître qu'elle était impossible, au moins pour le moment, et, dès lors, avec un sentiment du devoir public qu'il ne faut pas contester, les hommes de cette opinion se sont trouvés rapprochés de la république. Ils n'étaient pas hommes à pousser au désordre, ni même à affaiblir le gouvernement dans l'espoir de le remplacer un jour; ils auraient trop longtemps; il leur répugnait sans doute aussi de se tenir, jeunes et capables comme le sont beaucoup d'entre eux, en dehors des affaires du pays et de toute action politique.

Le Temps, d'ailleurs, ne s'exagère point les chances de succès des négociations qui semblent se suivre entre le centre droit et le centre gauche: de chaque côté, il y aura de bien nombreuses et bien profondes défiances à combler. Mais le fait même de semblables négociations n'est-il pas, en soi, une marque que les partis dévoués à l'ordre ont enfin conscience de l'impuissance à laquelle les réduisit leur manque de cohésion; et c'est un progrès énorme sur la situation d'autrefois.

Le Courrier de France sent vivement la patriotique nécessité de cette fusion des centres dont le Temps enregistre les premiers symptômes et analyse les causes; il entrevoyait le jour où la trêve de Bordeaux ne pourrait plus être prolongée, et il conjure les passions modérées de faire une paix définitive dans l'adhésion sans réserve de la République.

On ne peut faire violence à l'Assemblée, on ne peut exiger d'elle qu'elle prenne un parti, quand elle ne peut même à avoir une majorité compacte sur la question essentielle du choix d'un gouvernement. Mais qu'arrivera-t-il si cette majorité ne peut parvenir à se former? Nous avons vu par quelle rigoureuse contrainte on forçait jadis les conclaves trop lents à prendre un parti. Mais comme il est impossible d'enfermer les représentants et de leur couper les vivres, l'Assemblée peut dire éternelle. Puisque la fusion ne peut se faire, puisque la France se montre de moins en moins disposée à accepter une monarchie, quelle qu'elle soit, il faudra bien en venir à reconnaître et à proclamer la République. Que ne s'y décide-t-on plus vite? Beaucoup de députés devront sacrifier leurs préférences personnelles aux exigences de leur patrie et à la volonté de l'opinion publique. Le sacrifice sera-t-il moins dur dans un an qu'aujourd'hui?

La Presse dévoile en dix lignes et met vigoureusement en relief le procédé oratoire employé par M. Thiers à la séance de samedi dernier:

Les prestidigitateurs habiles connaissent un jeu qui consiste à faire prendre, par un spectateur naïf, une carte préparée et notée d'avance, en écartant toutes celles qu'il pourrait préférer. Cela s'appelle la carte forcée. La stratégie parlementaire, qui réussit si bien en ce moment à M. Thiers, n'est pas autre chose. Il fait prendre la majorité la carte forcée de l'impôt qu'il veut. Seulement, cette carte, c'est l'industrie et le commerce qui en payeront l'enjeu.

Nous ne pouvons croire que la majorité reste sous le charme et se laisse mener, sans résistance, où elle veut. L'habile magicien qui l'entraîne. Il y a une voix qui doit parler à son oreille et à sa conscience avec infiniment

plus d'autorité que la voix de M. Thiers: c'est la voix du pays.

L'Avenir national rend hommage au courage qu'il a fallu à M. Thiers pour venir défendre de nouveau, devant une assemblée qui leur est hostile, ses convictions personnelles sur les nouveaux impôts. Mais il ne peut méconnaître qu'une telle conduite ait de graves inconvénients, quand elle est tenue par le chef de l'Etat.

Celui qui gouverne n'a pas le droit de s'opposer au mouvement de son temps, aux aspirations des contemporains, avec autant de hardiesse qu'un poète ou un philosophe. Il ne peut pas braver l'impopularité avec autant de sans-façon et de hauteur de vue que celui qui discute les idées pour elles-mêmes. En vain tiendrait-il sa propre opinion pour la seule juste, pour la seule raisonnable; encore est-il obligé, dans le poste où il se trouve, de compter avec l'opinion dominante du pays, dont il a le gouvernement dans les mains, dont il a accepté la direction. Il doit savoir faire aux contemporains des sacrifices auxquels n'est pas tenu l'homme qui se désintéresse de la politique courante.

Ce n'est point de la sorte que nous comprenons, et tous les républicains parlementaires avec nous, le rôle impersonnel du chef du pouvoir auprès de l'Assemblée; et nous croyons que l'une des principales questions qui devront le plus prochainement être résolues, est celle de l'organisation de l'intervention présidentielle dans les débats législatifs.

On parle d'une circulaire adressée par MM. Conti, Gavini et Galloni d'Istria aux électeurs de la Corse, en faveur de M. Rouher.

## CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le Messager du Midi signale de nouvelles scènes de désordre à Montpellier, toujours à l'occasion du voyage de M. Cathelineau. Il s'agit encore une fois d'une réunion politique « dans une société ouvrière dévouée aux idées » que professe l'ex-général vendéen.

L'assistance, dit le Messager du Midi, se composait d'un millier de personnes, parmi lesquelles on distinguait les notabilités du parti légitimiste.

C'est à la sortie de cette réunion que les scènes qui avaient eu lieu la veille devant l'hôtel Nevet se sont reproduites.

Soit que le programme de M. Cathelineau fût rempli, quant à la ville de Montpellier, soit qu'il ait compris la nécessité de mettre fin aux agitations provoquées par sa présence, à titre d'agent politique, dans le chef-lieu de l'Hérault, M. Cathelineau a, dit-on, quitté la ville samedi matin.

Il est malheureusement à craindre que ce départ n'ait pas d'autre résultat que de déplacer le désordre, si, comme il en est question, M. Cathelineau s'est rendu de Montpellier à Toulouse dans le but d'y tenir de semblables réunions.

Un grand nombre de journaux de province, appartenant pour le plus part à l'opinion modérée, font, à propos de ce voyage politique, une juste observation, relativement à l'attitude des feuilles légitimistes. Celles-ci se sont, en effet, montrées fort scandalisées de la récente tournée de M. Gambetta dans les Bouches-du-Rhône et du Var. La Décentralisation, de Lyon, notamment, s'étonnait que l'autorité n'eût pas fait empocher le député de Paris aussitôt son arrivée à Marseille. Mais les mêmes feuilles semblent trouver fort naturel que le général vendéen préside des réunions et des banquets politiques, qui occasionnent cependant les plus regrettables conflits.

On écrit de Marseille au Messager du Midi qu'on a été « quelque peu surpris » dans cette ville du vote de l'armée dans l'élection qui a eu lieu dimanche 7. Les soldats ont voté en majorité pour les candidats de la démocratie, et pendant que M. de Larcy recueillait 171 voix dans la garnison, MM. Bouchet et Challemel en obtenaient 234. Cette différence a causé au général Espivent de la Villehonnay un mécontentement qu'il n'a pas dissimulé et qui a été rendu plus vif encore par les commentaires élogieux de l'Égalité.

La même correspondance parle de l'impacience avec laquelle on attend, dans un certain monde politique de Marseille, l'interpellation que M. Gambetta doit faire à la Chambre sur certains actes administratifs de M. de Kératry. On sait que l'orateur démocratique avait été froissé de l'empêchement mis à la réunion du cercle Dumarsais. C'est de là qu'il vient le froissement, et l'ex-membre de la défense a promis à ses amis de Marseille de porter à la tribune leurs griefs et les siens contre un administrateur qu'ils n'aiment ni les uns ni les autres.

éclairé, pour avoir sa place comble. Evidemment ce public vient là pour s'instruire autant que pour se distraire, et c'est un spectacle tout à fait digne d'être étudié et suivi que celui de cette attention soutenue, de ce discernement instinctif qu'il apporte à la représentation de l'ancien répertoire.

On se sent vivement intéressé à le voir si curieusement avide des commentaires que l'objet de la conférence. Il saisissait à merveille les aperçus élevés de M. de Lapommeraye, expliquant, sur le ton naturel de la causerie, avec cet air du bien dire qui lui est familier, comment Molière a été pour le théâtre un véritable moralisateur, dans la haute acception du mot, et comment Racine, se retournant aux sources vives de l'auteur des Précieuses, devint le poète d'Alceste.

Retenons de l'entretien de M. de Lapommeraye ce qu'il contenait si bien aux spectateurs du théâtre de la Gaité sur les premiers pas de Racine dans le monde, sur la façon dont il fut tiré par Molière du fleuve du Tendre, où le jeune philosophe égaré, du collège d'Harcourt, dans le premier feu des appétits sensuels, courait risque de se perdre. On sait que Molière encouragea les débuts de Racine, après l'avoir déterminé à travailler pour le théâtre, et qu'il se chargea de faire représenter sa Thébaïde, un essai médiocre et très pauvre d'imagination; puis Alexandre, la seconde pièce du doux poète, si ingrat en réalité. Écoutons maintenant les remarques originales et curieuses de M. de Lapommeraye, au sujet du sauvetage du futur auteur d'Andromaque.

« En quittant Port-Royal, nous dit-il, Racine vient à Paris. Que fera dans la grande ville le saint, le religieux, le platonique Racine? N'allez pas croire qu'il va faire pressentir de loin le chantre des Hébreux et composer des odes au Très Haut. Non. Racine est à l'hôtel de Luynes, il s'y divertit, se livre à de petites débâches et fait des dettes. Comme étude, il

La première chambre du tribunal civil de Lyon vient de rendre un jugement dont ne manquera pas de prendre bonne note les adversaires du système qui soumettait à l'autorisation préalable du conseil d'Etat les poursuites à exercer contre les fonctionnaires publics.

Un M. Haas avait intenté une action en dommages-intérêts contre M. Valentin, préfet du Rhône, pour arrestation illégale et arrestation arbitraire.

Le tribunal, faisant droit aux conclusions du demandeur, a condamné M. Valentin à 4,000 fr. et M. de Courlet, chef de la sûreté, à 1,000 fr. de dommages-intérêts et aux dépens, chacun dans la même proportion d'un à dix.

À ce propos, le Progrès, de Lyon, fait remarquer, non sans raison, que cette réparation eût été fort difficile, sinon impossible à poursuivre et à obtenir sous l'Empire, grâce à l'immunité spéciale qui couvrait alors les fonctionnaires de l'Etat.

On lit dans la Tribune, de Bordeaux: Une ordonnance du juge d'instruction, en date du 10 janvier, a déclaré « suffisamment prévus » MM. Delboy et Pachy.

Nos amis seront donc envoyés devant les prochaines assises de la Gironde.

Ils sont accusés d'avoir, dans des lieux ou réunions publiques: 1° Provoqué à commettre des actes qualifiés crimes par la loi; 2° fait l'apologie d'actes qualifiés crimes par la loi pénale; 3° excité à la haine et au mépris du gouvernement, etc.

M. Martinet est poursuivi en même temps que MM. Delboy et Pachy.

On ne relève à la charge de M. Martinet qu'un chef d'accusation, celui de provocation à commettre des actes qualifiés crimes par la loi.

## LE DUC DE PERSIGNY

Depuis la chute de l'Empire, plusieurs de ceux qui furent le plus intimement attachés à la fortune politique de Napoléon III sont morts. Aucun d'eux n'a mérité, à un aussi haut degré que le duc de Persigny, l'hommage qui est toujours dû, sans distinction d'opinion ou de parti, à l'honorabilité des sentiments, à la netteté et à la droiture du caractère.

Dans un milieu où tant d'autres ont, par leur origine, par l'inconstance de leurs principes maintes fois éveillés les susceptibilités de l'opinion publique, le duc de Persigny était resté inattaquable par sa fidélité à la cause qui fut l'unique souci de sa vie entière. Dans la prospérité de l'Empire, comme aux jours les plus difficiles de l'ex-prisonnier de Ham, le duc de Persigny montra toujours un désintéressement d'autant plus méritoire qu'il avait moins d'imitateurs et qu'il lui créa souvent même les plus graves inimitiés.

Nul autre homme ne put être plus justement appelé le courtois du malheur; et si les dignitaires qui honoraient l'empire furent rares, le duc de Persigny fut certainement le premier d'entre eux.

Ajoutons que le duc de Persigny était un homme de relations très sûres. De là certaines liaisons étroites, même avec bon nombre de ceux qui ne partageaient à aucun degré ses croyances politiques.

## LES ACTES OFFICIELS

VISITE DE L'EMPEREUR DU BRÉSIL À L'ÉTABLISSEMENT DES JEUNES AVEUGLES

L'empereur et l'impératrice du Brésil, accompagnés de la princesse de Joinville, se sont rendus, lundi dernier, à l'institution nationale des Jeunes-Aveugles où ils ont été reçus par le directeur et les fonctionnaires de la maison.

Après avoir visité en détail cet établissement et assisté à divers exercices qui leur ont permis de se rendre compte des méthodes d'enseignement, Leurs Majestés ont témoigné leur satisfaction et remis au directeur un don destiné à la caisse de secours aux anciens élèves de l'institution. (Journal officiel.)

LE SERVICE FUNÉBRE DE SAINT-CYR

Les officiers-élèves des deux promotions actuellement à l'école militaire de Saint-Cyr ont fait célébrer, le dimanche 14, du courant, à neuf heures et demie du matin, dans la chapelle de l'école, un service funéraire en mé-

moire de leurs camarades morts au champ d'honneur.

Une nombreuse réunion assistait à cette cérémonie et avait ainsi voulu témoigner de ses regrets et de son admiration pour ceux qui avaient succombé si prématurément en défendant leur pays. En outre du personnel de l'école, des parents et amis des défunts, on remarquait le ministre de la guerre, accompagné de son état-major, des députés, des officiers de tous grades de la garnison de Versailles. La messe a été dite par l'aumônier de l'école et l'absoute donnée par Mgr Duquesnoy, évêque de Limoges.

Dans un discours qui a profondément ému les assistants, l'éminent prélat a rendu hommage au dévouement des jeunes victimes de la guerre; et rappelant à leurs camarades les principes qui doivent guider les hommes aux prises avec les difficultés de la défense du pays, il leur a montré la voie du sacrifice, de l'abnégation et du patriotisme.

LA CÉRÉMONIE DU 16 JANVIER A NOTRE-DAME

Par les soins de la Société française de secours aux blessés militaires, un service funéraire sera célébré en l'église métropolitaine de Notre-Dame, le 16 janvier 1872, à onze heures précises du matin, en mémoire des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer, des gardes nationales mobiles, des gardes nationales et des corps volontaires morts pendant la guerre.

Cette solennité sera présidée par Mgr l'archevêque de Paris.

Le R. P. Félix prononcera l'oraison funèbre.

## NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES

Le ministère de la guerre met en adjudication, par voie de soumissions cachetées, les ouvrages à exécuter à la place de Paris (Nord) pendant les années 1872, 1873, 1874, 1875, 1876 et 1877.

L'adjudication aura lieu le 15 février prochain, à la mairie de Saint-Denis, à une heure précise, sous la présidence du maire de Saint-Denis ou de son adjoint, et en présence de l'intendant général et du chef du bureau du génie, au ministère de la guerre.

Le préfet de police a fait afficher hier une ordonnance concernant l'échenillage.

LES AVOCATS STAGIAIRES

La note que nous avons publiée dernièrement au sujet des avocats stagiaires a produit son effet. La justice militaire s'est bien décidée à leur confier des causes qu'un des avocats inscrits, M. Legrand, en a eu avant-hier quatre à plaider devant le neuvième conseil de guerre. Les accusés étaient les nommés Blanquie, Dehn, Brandenberger et Roume. Ils ont été condamnés: Blanquie à dix-huit mois d'emprisonnement, Dehn à dix-huit mois d'emprisonnement, Brandenberger à cinq ans de détention, et Roume à la déportation simple.

M. GOUNOD

M. Ch. Gounod vient d'être nommé, en remplacement d'Autier, associé de l'Académie des beaux-arts de Belgique. L'illustre auteur de Faust n'avait pas sollicité cette distinction, qui lui a été offerte spontanément.

LA FÊTE DE CE SOIR À CHANTILLY

Il y aura grande fête ce soir à Chantilly, au château du duc d'Aumale, à l'occasion du mariage du prince Czartorsky et de la princesse Marguerite de Nemours. Six cents invitations environ ont été lancées. Une quinzaine faite parmi les invités par la princesse Czartorska au profit des victimes de la guerre.

La princesse sera conduite par son nouveau cousin, le comte Roman Czartorsky. La princesse portera à ce bal une robe de satin blanc, recouverte de dentelle d'Angleterre, et relevée par quatre magnifiques opales. Elle aura au cou le collier de diamants que la reine d'Angleterre lui a envoyé à l'occasion de son mariage.

L'empereur du Brésil couchera à Chantilly, et il y restera jusqu'à après-demain.

LE THÉÂTRE DE L'ODÉON

Faisons une incursion sur le domaine de notre collaborateur Jannus, pour annoncer que la direction de l'Odéon va très prochainement donner à prix très réduits des représentations populaires du répertoire classique. On organisera une combinaison d'abonnements et de billets de famille, de façon à mettre le spectacle à la portée des plus petites

bourses. Le prix des meilleures places ne dépassera pas, en effet, deux francs.

UN BUREAU DE COMPENSATION Les agents de change de Paris viennent d'établir un bureau de compensation, à l'exemple du Clearing house de Londres, pour les paiements qui sont à effectuer entre eux. Il y avait longtemps qu'il était question de l'établissement de ce bureau, et qu'on l'avait, pour une cause ou pour une autre, toujours ajourné.

DE SINGULIERS LYCÉENS

Hier sont arrivés à Paris, venant de Osnaton, quatorze jeunes Chinois appartenant aux plus nobles familles de l'empire du Milieu. Ils sont envoyés en France par ordre de l'empereur pour y être instruits aux frais de l'Etat. Leur « corame » se nomme Tchang Ka-Tseu, et est mandarin de seconde classe à bout de corail. Les quatorze autres, qui ne savent pas à eux quatorze un seul mot de français — vont être répartis entre le lycée Saint-Louis et le lycée Louis-le-Grand. Chose assez curieuse, ils portent, depuis leur départ de Chine, le costume européen; leur conducteur seul est en costume chinois.

Tous les ans quatorze autres jeunes gens viendront aussi en France.

ARRÊSTATION

Hier a été arrêté, au moment où il sortait d'une boutique de boucher de la rue de Laval, le nommé Pierre-Conrad Souttier, tailleur. Malgré sa paisible profession, Conrad était un malfaiteur dangereux, et détournait volontiers les boutiques lorsque l'ouvrage ne marchait pas. Il est accusé d'un très grand nombre de vols commis dans son quartier. Ce n'est pas tout: quand on l'a arrêté, un des agents de la sûreté lui a demandé à brûle-pourpoint de quel bataillon légal il était capitaine sous la Commune, et Souttier s'est tellement troublé à cette question inattendue, qu'on a toute raison de croire qu'il a été réellement officier fédéré. Conduit d'abord à son domicile, rue de Laval, où une perquisition a été faite en sa présence, il a été ensuite dirigé sur le dépôt. Conrad Souttier est âgé de trente-cinq ou trente-six ans environ.

LE SAC DE LA GARE D'ASNIÈRES

Pendant que l'on suppose les voleurs dans un endroit, ils sont dans un autre. Un journal annonçait hier que la bande de malfaiteurs qui désolait les environs de Paris avait maintenant son siège à Saint-Denis, Enghien. Or, cette nuit la gare d'Asnières a été envahie, les bureaux mis à sac, les armoires forcées et une somme assez importante, en monnaie de billon, laissée dans un tiroir par la personne qui distribue les billets, a été volée. La nuit précédente, les voleurs ont enlevé poules et poulets à la Gendarmerie. On n'est pas plus audacieusement goguenard; espérons que cette effronterie aura sa récompense.

LA LIMITE D'ÂGE POUR LE CONCOURS DE PHARMACIE EN 1872

Par dérogation au règlement et pour la présente année seulement, la limite d'âge (vingt ans au moins et vingt-sept ans au plus) fixée pour l'admission au concours de l'Internat en pharmacie, est prolongée de un an. De plus, les candidats qui feront constater leur présence sous les drapeaux, pendant la guerre, ou dans les ambulances et hôpitaux militaires, pourront ne justifier que de deux années d'exercice dans les pharmacies, dont six mois dans la même maison.

Le concours aura lieu le 15 février prochain, à deux heures précises, à l'amphithéâtre de la pharmacie centrale de l'administration de l'Assistance publique, quai de la Tourneille, 47. Les lauréats auront droit aux places vacantes dans les hôpitaux et les hospices.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL

Nous avons annoncé hier que l'empereur du Brésil était de retour à Paris. Il est rentré dans la nuit de dimanche, par la gare Saint-Lazare, accompagné de M. Buon-Retiro, son secrétaire particulier. Hier matin l'empereur et l'impératrice, la princesse de Joinville et Mlle Da Gama, la camaraderie-mayor de l'impératrice, sont sortis à huit heures du Grand-Hôtel et ont été entendre la messe à la petite église qui se trouve près du Tattersall. L'empereur a regné dans l'après-midi la visite du maréchal Bazaine et de M. le lieutenant colonel Magnan, aide de camp de Bazaine; celle de M. de Cissey, ministre de la guerre; de M. le duc et de Mme la duchesse de Mac-Mahon et de M. de Larcy. Le soir, on faisait au Grand-Hôtel des préparatifs de départ pour le voyage du lendemain.

On attend aujourd'hui l'empereur du Bré-

lui-même. Ce fut dans un spectacle donné à Saint-Cloud, devant Louis XIV, qu'on glissa, à la suite d'une tragédie, la comédie des Plaideurs. Le Roi y prit grand plaisir. Enchantés du succès, les comédiens, ramenés à Paris dans trois carrosses des écuries royales, se firent conduire en cet équipage à la maison de Racine pour lui faire part tout aussitôt du triomphe obtenu. Comme ils faisaient grand tapage dans la rue, au milieu de la nuit, devant la porte du poète, les voisins, effrayés, crurent qu'on venait faire prisonnier l'impertinent auteur des Plaideurs. On eût tout très naturel qu'il fut châté pour ses irrévérences à l'égard d'une institution aussi vénérable que la magistrature. Il n'en était rien, comme on le voit. Racine, de même que Molière, était redevable au roi Louis XIV de la liberté de dire la vérité sur le théâtre et de flétrir les abus. Le public de l'hôtel de Bourgogne avait été moins accommodant, mais son arrêt se trouva ainsi cassé par celui de la cour.

L'aneddote assez plaisante sur la manière dont on était jadis reçu avocat dans certaines facultés, est empruntée à Perrault, l'auteur des Contes. Deux de ses amis et lui se rendirent à Orléans pour obtenir la licence. Les trois compagnons arrivèrent à dix heures du soir, et il leur vint à l'idée de se faire recevoir sans attendre au lendemain. Ils frappèrent à la porte de l'École et réveillèrent le portier, qui d'abord leur demanda s'ils ont de l'argent. On lui montre une bourse, et cela le décide à aller réveiller les docteurs. Ils se présentèrent au nombre de trois pour procéder aux formalités de la réception. Ils avaient mis leurs bonnets carrés par-dessus leurs bonnets de coton, et majestueusement adressèrent quelques questions aux candidats. Ceux-ci répondirent tout de travers; ils n'en furent pas moins licenciés. Les examinateurs motivèrent même cette triple réception sur ce que, depuis deux ans, ils n'avaient point ouï de si habiles gens.

Enfin, sur le même sujet, et pour montrer un autre comble on aurait tort de se trop offusquer, entre confrères à tous les degrés, des attaques et épigrammes, alors que Molière lui-même ne fut pas à l'abri des insultes de Boulanger de Chalussey, l'auteur du misérable libelle d'Elomire Hypocrite ou des Médecins vengés, M. de Lapommeraye a cité les vers suivants, où l'on voit que l'auteur du Misanthrope aurait reçu, comme avocat, ses licences à cette même faculté de la ville d'Orléans:

En quarante ou fort peu de temps auparavant, il (Molière) sortit du collège avec comme devant. Mais son père ayant vu que, mouvement finance, dans Orléans on n'est obtenu sa licence, il y mena le sien, c'est-à-dire ce flux. Que vous voyez ici, ce rogne audacieux. Il l'endocora donc, moyennant sa pécune. Et croyant qu'un barreau ce fils ferait fortune, Il le fit avocat, ainsi qu'il lui vint à l'esprit. Et la par d'habits qu'il fit faire à crédit. Mais, de grâce! admirez l'étrange ingratitude: Au lieu de se donner tout à fait à l'étude, Pour plaire à ce bon père et plaider docilement, Il ne fut au palais qu'une fois seulement.







# AU PRINTEMPS

GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

Rue du Havre — Boulevard Haussmann — Rue de Provence

## MISE EN VENTE ANNUELLE ET PÉRIODIQUE DES SOLDES D'HIVER

AVEC UN RABAIS DE 35 A 40 0/0 SUR LES COURS ACTUELS

Par cette manière d'opérer entièrement nouvelle, le **PRINTEMPS** est véritablement un Magasin de Nouveautés, puisque, à la fin de chaque saison, cette Maison vend à grand rabais les Etoffes anciennes pour faire place aux Etoffes fraîches et nouvelles, car

**AU PRINTEMPS TOUT DOIT ÊTRE NOUVEAU; FRAIS ET JOLI COMME LE TITRE AU PRINTEMPS**

### SOIERIES EN SOLDE

TOUTES LES COUPES DE ROBES, largeur 50 centimètres, rayées, façonnées et unies, fonds blanc et fonds de couleur, étoffes de 5, 6 et 7 fr., vendues telles que, sans faire aucun coupon. le mètre	3 40
TOUTES LES COUPES DE ROBES, largeur 68 à 70 centimètres, étoffes brochées, rayées ou façonnées, vendues telles que, sans faire aucun coupon, au lieu de 13, 14 et 16 fr. le mètre	6 75

### SOIERIES UNIES

TOUTES LES COUPES DE ROBES, largeur 60 centimètres. Failles et poults de soie, nuances désassorties, vendues telles que, sans faire aucun coupon, au lieu de 7, 8 et 10 fr. le mètre	5 90
TOUTES LES COUPES DE FAILLE SECONDE, largeur 66 à 70 centimètres, étoffes de Ponson, Poncet, Bardon et Ritton, vendues telles que, sans faire aucun coupon, au lieu de 15 fr. 50. le mètre	7 90
TOUTES LES COUPES DE FAILLE PREMIÈRE, largeur 66 à 70 centimètres, vendues telles que, sans faire aucun coupon, au lieu de 21 fr. le mètre	12 50

### SOIERIES NOIRES

TROIS LOTS DE COUPES DE ROBES, largeur 63 centimètres, composés de Failles, Poults de soie, Cachemires et Tafetas de la maison Tapissier fils et Debry.	
PREMIER LOT	
ÉTOFFES de 10 à 11 fr. le mètre	7 90
DEUXIÈME LOT	
ÉTOFFES de 12 à 15 fr. le mètre	9 75
TROISIÈME LOT	
ÉTOFFES de 16 à 20 fr. le mètre	12 50

NOTA. — Toutes les Soieries que nous annonçons ci-dessus sont de première qualité; elles sont toutes mises en vente avec une différence de 35 à 50 0/0. — Jamais pareilles occasions n'ont été offertes aux Dames.

### FOULARDS ET CRAVATES

FOULARDS TOUT SOIE, solde considérable, taille 85 centimètres, pour la poche et le cou, au lieu de 4 fr. 90, le foulard. le mètre	2 45
CRAVATES POUR DAMES, lot très avantageux d'Altesse, articles un peu défranchis et dépareillés, au lieu de 65 c. la cravate	» 15
NŒUDS SATIN belle qualité, monté sur broches, avec et sans franges, qualité de 95 c. le nœud	» 45

### BONNETERIE

BAS MÉRINOS, blanc pur, article un peu défranchi, au lieu de 3 fr. 75. la paire	1 85
BAS CACHEMIRE blancs, maille extra-fine, valant 4 fr. 75, un peu défranchis. la paire	2 40
JUPONS CACHEMIRE, tricot foulé, article connu et vendu toute la saison 7 fr. 90 au lieu de 12 à 14 fr. sa valeur réelle, tout ce qu'il en reste vendu tel que. le jupon	6 90

### RIDEAUX BRODÉS

PETITS RIDEAUX BRODÉS sur très bonne mousseline suisse, hauteur 2 mètres. la paire	4 75
PETITS RIDEAUX BRODÉS, très belle qualité, hauteur 2 mètres. la paire	6 75
PETITS RIDEAUX BRODÉS, hauteur 2 mètres, qualité de 13 fr. la paire	8 50

### ÉTOFFES NOUVELLES

LA MISE EN VENTE AVEC RÉDUCTION DE PRIX de toutes nos séries d'étoffes d'hiver unies et fantaisies désassorties, et de nos coupes de robes défranchies, sera divisée en six lots; elle offrira à notre clientèle le bon marché le plus surprenant qu'on puisse donner à une fin de saison.

NOTA. — Ces prix extraordinaires nous obligent à vendre les coupes de robes telles que, sans faire aucun coupon.

#### PREMIER LOT

UNE SÉRIE DE PIÈCES, DEMI-PIÈCES et Coupes de Robes en tous genres, d'une valeur ancienne de 75 c. à 1 fr. le mètre

» 35

#### DEUXIÈME LOT

ARMURES GRISAILLES, bonne qualité, genres nouveaux et désassortis, au lieu de 1 fr. 45 et 1 fr. 75, le mètre

» 60

#### TROISIÈME LOT

TOUTES LES COUPES DE ROBES de nos séries nouvelles et Etoffes à franges ou autres articles de 1 fr. 75 à 2 fr. 50. le mètre

» 80

TARTANS ANGLAIS, POPELINES ÉCOSAISES et GRISAILLES, genres nouveaux, au lieu de 1 fr. 25 et 1 fr. 50. le mètre

#### QUATRIÈME LOT

ÉTOFFES À FRANGES, nouveautés de la saison, aujourd'hui complètement démodées, ce qui s'est vendu 3 fr. et 3 fr. 50. le mètre

» 95

SERGE ANGLAISE, largeur 60 centimètres, d'une valeur réelle de 2 fr. 50, que nous avons vendue 1 fr. 95 toute la saison. le mètre

#### CINQUIÈME LOT

ÉTOFFES LAINE ET SOIE et pure laine unies et fantaisies; Tartans anglais, belle qualité, et grand nombre de Coupes de Robes en tous genres, d'une valeur primitive de 3 fr. et 4 fr. le mètre

1 45

#### SIXIÈME LOT

HAUTES NOUVEAUTÉS de la saison, désassorties, étoffes à franges, riches. le mètre

2 25

ARMURES LAINE, et laine et soie, Satins Diagonales, coupes de robes unies et fantaisies, au lieu de 4 fr. 50 et 6 fr. le mètre

### ALPAGAS NOIRS

ALPAGA NOIR, largeur 70 centimètres, étoffe brillante, garantie à l'usage, d'une valeur de 3 fr. le mètre

2 25

ALPAGA BRILLANTINE, ce qui se fait de plus beau, affaire extraordinaire, d'une valeur réelle de 4 fr. 90, le mètre

2 25

### COMPTOIR DES JUPONS

JUPONS en tartan, popeline, serges et grisaille, un peu fatigués, soit par le gaz, soit par les étalages, vendus toute la saison 7, 8, 9 et 10 fr., au prix unique de. le jupon

5 90

### COMPTOIR DES FLANELLES

TOUTES LES COUPES ou coupons de Flanelles de santé, blanches ou couleurs, vendus tels que, sans couper :

#### PREMIER LOT

BOLIVARD BLANC ET COULEUR, n'ayant jamais été vendu moins de 1 fr. 75 à 2 fr. le mètre

1 25

#### DEUXIÈME LOT

FLANELLE CHIFFON et Bolivard, tissu valant 2 fr. 50 à 3 fr. le mètre

1 75

#### TROISIÈME LOT

FLANELLE (irrétrécissable) Casimir et Flanelle molletonnée, vendus jusqu'à ce jour 3 fr. 25, 3 fr. 90 et 4 fr. 50. le mètre

2 25

### FLANELLES POUR ROBES

#### PREMIÈRE SÉRIE

FLANELLES ÉCOSAISES toutes nuances, largeur 80 c., vendues toute la saison 1 fr. 75 et 1 fr. 95. le mètre

1 25

#### DEUXIÈME SÉRIE

FLANELLE MANTEAU rayée et écossaise, largeur 90 c., vendue jusqu'à ce jour 2 fr. 45 et 2 fr. 75. le mètre

1 75

### TAPIS ET AMEUBLEMENTS

Deux soldes de MOQUETTE ANGLAISE, qualité garantie.

1° TOUTES LES MOQUETTES vendues déjà très bon marché toute la saison, 3 fr. 40 et 3 fr. 90, à partir du 15 janvier. le mètre

2 90

2° TOUTES LES MOQUETTES vendues 4 fr. 50 et 4 fr. 90, à partir du 15 janvier. le mètre

3 90

#### Hors cours

MOQUETTES haute laine, savonnerie riche, dessins Pompadour, Louis XV et Louis XVI, qualité toujours vendue 6 fr. 90 et 7 fr. 90. le mètre

5 90

CARPETTES MOQUETTES, 1<sup>re</sup> 40 sur 2 mètres, bonne qualité. la carpe

14 50

### COMPTOIR DE MERCERIE

#### COUPONS DE RUBANS

#### ET DE PASSEMENTERIE

à des prix de tentation

La meilleure, la plus durable, la moins coûteuse des ÉTOFFES DE SOIE NOIRE POUR ROBES, est la

# MARIE-BLANCHE

Propriété et droit de vente exclusifs des Grands Magasins du PRINTEMPS

ON REMBOURSE TOUTE ROBE QUI NE RÉPOND PAS A LA GARANTIE DONNÉE

Envoi gratis et franco d'échantillons dans tous les pays du monde — Envoi franco, au-dessus de 25 francs, dans toute la France, la Suisse, la Belgique, la Hollande, Londres et l'Italie septentrionale

Ayuntamiento de Madrid